



## REPUBLIQUE FRANCAISE

*Liberté - Egalité – Fraternité*

Département de l'Hérault

Commune de BAILLARGUES

### EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

**N° DLM 2019-129 - Séance du 19 décembre 2019**

#### ACTES

##### 3. Domaine et patrimoine

##### 3.1 Acquisitions

Nombre des membres		
Membres en exercice	Présents	Qui a pris part aux votes
25	17	22

Vote	
Pour	22
Contre	0
Abstention	0

L'an 2019, le 19 décembre à 19 heures le Conseil Municipal de la commune de BAILLARGUES s'est réuni à la salle Jean Jaurès, sous la présidence de Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER, Maire, en session ordinaire. Les convocations individuelles et l'ordre du jour ont été transmis par écrit aux membres du Conseil Municipal le 13 décembre 2019. La convocation et l'ordre du jour ont été affichés à la porte de la Mairie le 13 décembre 2019.

**Etaient présents :** MEISSONNIER Jean-Luc, SOULIER Alain, GAUTIER Sandrine, KASZUBA Christophe, MONIN Séverine, CONTENSEAU Carole, MAZOLLIER Elisabeth, SUAY Régine, AMALVY Marie-Thérèse, RODENAS François, VANGREVELYNGHE Patricia, MARTINEZ Mickaël, JODAR Mélissa, DE LA CLERGERIE Jean-Luc, DUCAMP Ludovic, CORDEAU Damien, MICHEL Yves.

**Pouvoirs de :** DURIX Olivier pour SOULIER Alain, BASSO Béatrice pour GAUTIER Sandrine, DESTAILLATS Aline pour MONIN Séverine, MARTY Philippe pour RODENAS François, RIBEIRO David pour CONTENSEAU Carole

**Absents :** SIMAR Morgan, FOUREL Sylvain, RAMORA Anna

**Secrétaire de séance :** DUCAMP Ludovic

## N° DLM 2019-129 – ACQUISITION DES PARCELLES AX 0137 ET AW 0112

Madame Elisabeth MAZOLLIER, Adjointe au Maire déléguée aux festivités rapporte que par courrier en date du 29 mai 2019, la commune a été informée par Maître Iris MAROUANI de l'intention d'aliéner sous forme de vente, par le propriétaire Monsieur Marcel SANCHEZ les parcelles AX 0137 d'une contenance de 1 415 m<sup>2</sup> et AW 0112 d'une contenance de 461 m<sup>2</sup>. Ces deux parcelles sises respectivement chemin de Castries et Las Lignières sont situées en zone A du règlement du Plan Local d'Urbanisme en vigueur.

L'analyse des deux Déclarations d'Intention d'Aliéner correspondantes a révélé un prix de vente au m<sup>2</sup> plus élevé que la moyenne et le fait que les futurs acquéreurs n'étaient pas exploitants agricoles.

Dans ce contexte, et en vue de la préservation des Espaces Agricoles sur le territoire communal, Monsieur le Maire a informé le propriétaire de son intention d'exercer son droit de préemption au nom de la commune en vertu des articles R 215-15 et R 215-16 du Code de l'Urbanisme et de la délibération du Conseil Municipal n°2016-089 en date du 19 septembre 2016.

Par courrier reçu en mairie le 14 novembre 2019, Monsieur Marcel SANCHEZ a accepté l'offre d'achat en révision de prix établie par la commune conformément aux avis du Domaine sur la valeur vénale des deux parcelles en question en date du 23 septembre 2019.

Il est donc proposé au Conseil Municipal :

- d'autoriser l'acquisition de la parcelle AX 0137, d'une surface de 1 415 m<sup>2</sup>, pour un montant de 5 660 euros ;
- d'autoriser l'acquisition de la parcelle AW 0112, d'une surface de 461 m<sup>2</sup>, pour un montant de 1 844 euros ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer l'acte d'achat ainsi que tous ceux relatifs à cette affaire.

Le Conseil Municipal ouï l'exposé de madame Elisabeth MAZOLLIER et après en avoir délibéré à l'unanimité,

- **AUTORISE** l'acquisition de la parcelle AX 0137, d'une surface de 1 415 m<sup>2</sup>, pour un montant de 5 660 euros ;
- **AUTORISE** l'acquisition de la parcelle AW 0112, d'une surface de 461 m<sup>2</sup>, pour un montant de 1 844 euros ;
- **AUTORISE** Monsieur le Maire ou son représentant à signer l'acte d'achat ainsi que tous ceux relatifs à cette affaire.

Pour extrait conforme,  
Le 20 décembre 2019,

Le Maire,  
Jean-Luc MEISSONNIER



*La présente délibération peut, si elle est contestée dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage ou de sa notification aux intéressés, faire l'objet d'un recours contentieux pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de MONTPELLIER. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)*